



PARQUET DE PARIS
TRIBUNAL JUDICIAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité



LA PROCUREURE DE LA REPUBLIQUE

Paris, le 5 février 2026

Communiqué de presse

Dans le cadre de **l'information judiciaire ouverte le 24 octobre 2019 à l'encontre de Christian Nègre**, les magistrats instructeurs ont tenu une réunion le 29 janvier 2026, à l'attention des avocats des parties civiles, sur les demandes d'actes en cours et les perspectives d'achèvement du dossier.

L'enquête a débuté le 19 juin 2018 sous la direction du parquet de Metz, après une plainte déposée pour atteinte à l'intimité de la vie privée, Christian NEGRE ayant été surpris en train de prendre sous la table une photographie de son interlocutrice. Il a été suspendu de ses fonctions de directeur régional des affaires culturelles du Grand-Est le 15 juin 2018. L'exploitation de son matériel informatique a permis de découvrir un tableau recensant 181 entretiens avec des femmes, au cours desquels il est apparu qu'il faisait absorber à celles-ci des produits diurétiques dans un café ou thé et attendait qu'elles soient acculées à uriner en sa présence.

Le parquet de Metz s'est dessaisi pour celui de Paris le 5 décembre 2018. Deux juges d'instruction ont été saisis et **le suspect a été mis en examen le 24 octobre 2019, puis supplétivement en 2023, des chefs d'administration de substances nuisibles, violences par personne chargée de mission de service public, atteintes à l'intimité, agressions sexuelles pour des faits commis entre 2009 et 2018.**

Les investigations ont d'abord été confiées au 3^{ème} district de police judiciaire de la préfecture de police de Paris, puis **à compter de juin 2023 à l'OCRVP (office central de répression des violences aux personnes), en co-saisine avec des services interdépartementaux de police judiciaire**, afin d'être en capacité de mobiliser davantage d'enquêteurs et en différents lieux du territoire.

Une réunion d'information aux premières victimes identifiées a été tenue le 17 juillet 2023. A ce jour, parmi les 248 victimes recensées, **au moins 180 personnes se sont déjà constituées parties civiles.** Une adresse mail dédiée a été créée à leur intention. Un dispositif EVVI (Evaluation des besoins des victimes) a été déployé avec l'association France Victimes et Paris Aide aux Victimes (PAV75, actuellement en charge de plus de 100 victimes), afin de procéder à l'évaluation du retentissement des faits sur chacune, de leur proposer de l'information personnalisée et un accompagnement vers des soins éventuels. **Toute victime non encore entendue est invitée à se signaler au plus vite auprès de l'OCRVP et si elle le souhaite à se constituer partie civile. L'objectif est de faire retour de ces auditions à la fin du mois de mars 2026**, afin de pouvoir procéder ensuite aux évaluations et interrogatoires supplémentaires éventuels. La clôture des investigations est attendue d'ici la fin de l'année 2026.

Une nouvelle réunion d'information, à laquelle le parquet s'associera, sera proposée par les juges d'instruction aux victimes qui se seront constituées parties civiles, au cours du printemps 2026.

Laure BECCUAU,
Procureure de la République

Contact presse : 06 07 18 42 28
scom.parquet.tj-paris@justice.fr